

Rapport technique sur l'actualisation de la méthodologie Climagine, en vue de son application dans le MedProgramme du FEM



Auteure :

Dr. Sarra Touzi, consultante de Plan Bleu

Révision et validation :

M. Michael Karner et M. Antoine Lafitte : Plan Bleu/Centre d'activités régionales PNUE/PAM

Mai 2021

Table des matières

Introduction : Contexte et objectifs de la méthodologie Climagine	3
I. Retours d'expérience	6
I.1. Retours d'expérience sur la méthodologie	6
I.2. Retours d'expérience opérationnels	7
2. Recommandations pour la future mise en œuvre de Climagine.....	9
I.1. Recommandations méthodologiques	9
I.2. Recommandations opérationnelles	11
Conclusion.....	13
Bibliographie	13

Introduction : Contexte et objectifs de la méthodologie Climagine

L'approche « Imagine » a été développée par le Plan Bleu pour répondre aux besoins en matière de gestion durable des zones côtières dans la Méditerranée et pour garantir la participation des parties prenantes dans la planification de l'aménagement du littoral. « Climagine » a proposé une adaptation d'Imagine pour relever les défis spécifiques du changement et de la variabilité climatique dans les zones côtières. Les deux approches sont articulées autour de quatre étapes, illustrées dans la Figure 1.

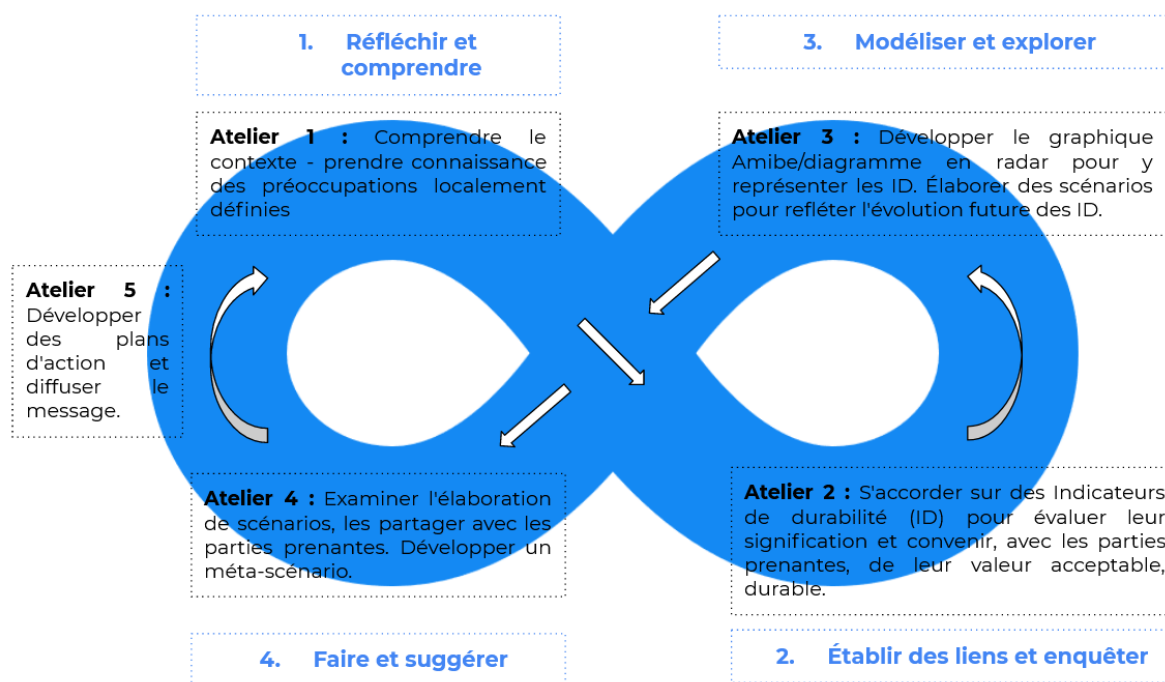


Figure 1 : les étapes de l'approche Imagine (Source : Plan Bleu, 2016)

Dans le cadre du projet apparenté au MedPartnership, « Intégration de la variabilité et du changement climatique dans les stratégies nationales pour la mise en œuvre du protocole GIZC dans la Méditerranée » (Climvar), la méthodologie Climagine a été testée dans deux zones: le comté de Šibenik-Knin en Croatie et l'archipel de Kerkennah en Tunisie. Capitalisant sur les retours d'expérience du cas de l'archipel de Kerkennah, cette note vise à fournir des informations utiles pour la mise en œuvre prévue de Climagine dans le cadre du [MedProgramme](#) du Fonds pour l'Environnement Mondial (2021-2025). Climagine viendra nourrir l'élaboration de deux plans GIZC, dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (Maroc) et dans les bouches de Kotor (Monténégro), ainsi que deux stratégies nationales GIZC en Égypte et au Liban.

Climagine a été mise en œuvre sur l'archipel de Kerkennah entre octobre 2013 et juin 2015. À l'origine, l'objectif était de soutenir l'intégration généralisée du changement climatique dans le plan GIZC existant développé en 2008 sous la direction de l'Agence tunisienne de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL). Le modèle RiVAMP¹ a été sélectionné pour

¹ Le Projet de développement de la méthodologie d'évaluation du risque et de la vulnérabilité (RiVAMP) a été développé par le PNUE/GRID pour analyser le risque de catastrophes et la vulnérabilité tout considérant les facteurs environnementaux, et en tenant compte des rôles des écosystèmes et des impacts du changement climatique. L'objectif de RiVAMP est d'utiliser des recherches scientifiques et qualitatives basées sur les preuves

évaluer les risques et la vulnérabilité face au changement climatique et pour évaluer les contributions des écosystèmes aux solutions d'adaptation dans la région, en vue de leur intégration dans la version actualisée du plan GIZC. Cependant, deux difficultés majeures ont émergé et donné lieu à des ajustements importants du processus :

- Pendant le premier atelier de consultation de *Climagine*, l'érosion côtière a été désignée comme le principal risque climatique à modéliser. La contribution des écosystèmes côtiers sous-marins (*Posidonia oceanica*, *cymodocea*, *caulerpa*, etc.) devait être évaluée. Néanmoins, le manque de données appropriées a empêché l'application du modèle RiVAMP. Une consultation longue et fastidieuse a été menée jusqu'à ce que le partenaire national, l'APAL, indique que les données disponibles étaient d'une qualité inadaptée (que ce soit en termes de résolution spatiale ou de régularité) et qu'elles ne permettaient pas de quantifier de façon précise l'exposition, la vulnérabilité et les risques face au changement climatique. Cette contrainte de données a freiné le développement de scénarios potentiels concernant les stimuli anthropiques ou climatiques, ainsi que leurs impacts sur les écosystèmes sous-marins côtiers et l'érosion du littoral. Par conséquent, la définition des Indicateurs de durabilité et la production d'un diagramme Amibe (deux produits majeurs de la méthodologie *Climagine*) pour illustrer la Bande d'équilibre pour chaque indicateur n'a pas eu lieu. Les ambitions du processus ont donc dû être revues et une méthodologie scientifique différente adoptée. L'approche Services - Menaces - Solutions (*Services - Threats - Solutions*, ou STS) a été utilisée pour identifier les écosystèmes clés sur l'archipel, les menaces afférentes et les solutions possibles recommandées, principalement en mobilisant les connaissances locales associées à des analyses spatiales et SIG.
- L'absence de progrès dans la mise en œuvre du plan GIZC et l'appropriation quasi-inexistante du plan par les différentes parties prenantes ont dévié l'objectif du processus *Climagine*. En effet, l'Unité de gestion intégrée prévue par le plan GIZC pour diriger et superviser la mise en œuvre n'a pas été créée. En outre, seules quelques parties prenantes impliquées dans *Climagine* ont participé au développement du plan GIZC 2008 ou le connaissaient. Aucune d'entre elles ne s'en est servie comme cadre ou guide pour aligner leurs actions quotidiennes. En conséquence, l'objectif du processus *Climagine* a plutôt donné lieu au développement de recommandations politiques stratégiques visant à améliorer la résilience des écosystèmes côtiers.

De plus, le contexte tunisien post-révolution était propice à la mise en œuvre de *Climagine* en lien avec deux aspects fondamentaux. D'une part, le besoin largement partagé et pressant de changement du modèle de développement tunisien, notamment pour mieux tenir compte des priorités environnementales et de développement durable, a donné lieu à des critiques ouvertes des politiques et des pratiques non durables en vigueur et à des discussions constructives sur les alternatives possibles. D'autre part, le principe de décentralisation récemment inscrit dans la constitution a favorisé un processus de consultation multi-niveau (national et local) alternant des ateliers dans la capitale, Tunis, et sur l'archipel de Kerkennah.

pour démontrer le rôle des écosystèmes dans la réduction du risque de catastrophe, et de permettre ainsi aux décideurs politiques de prendre des décisions plus éclairées qui soutiennent le développement durable à travers une gestion améliorée des écosystèmes.

Le processus a finalement été structuré autour de quatre phases et de trois ateliers de consultation (voir Figure 2) :

- **1^{er} atelier Climagine** : développer une compréhension commune du système socio-écologique de l'archipel de Kerkennah, identifier les risques climatiques prioritaires et les impacts associés sur le développement socio-économique de l'archipel, identifier les facteurs prédominants de l'érosion du littoral, présélectionner les zones potentielles d'étude, et identifier les données potentiellement utiles et disponibles ;
- **2^{ème} atelier Climagine** : mener une analyse « Services-Menaces-Solutions » pour mettre en lumière les rôles joués par les différents écosystèmes et les services qu'ils offrent pour réduire la vulnérabilité face à la variabilité et au changement climatique, identifier les menaces auxquelles ces écosystèmes sont exposés et les solutions potentielles à ces menaces ;
- **3^{ème} atelier Climagine** : discuter et valider les recommandations stratégiques pour la révision du Plan GIZC.

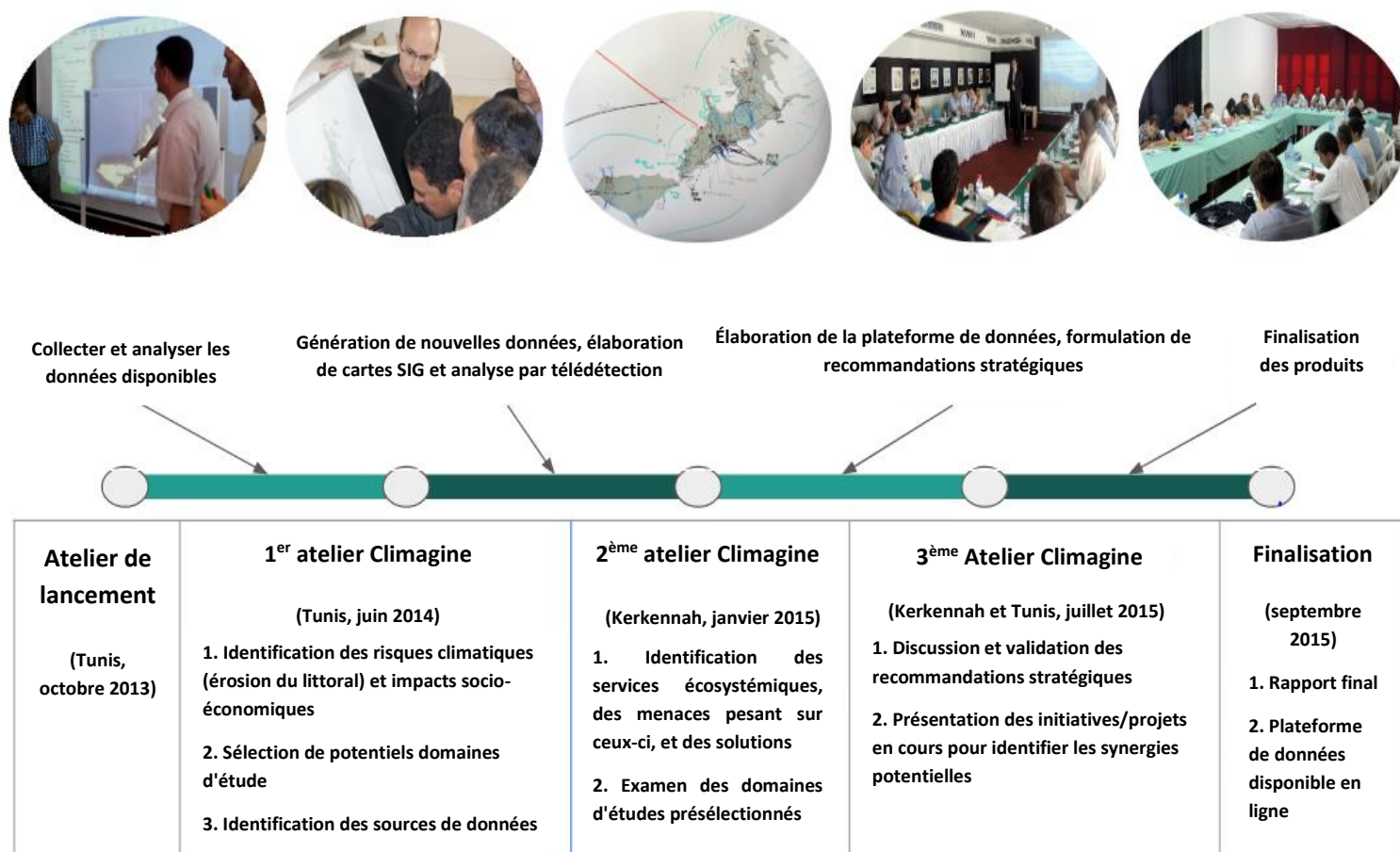


Figure 2 : Description du processus Climagine dans l'archipel de Kerkennah

I. Retours d'expérience

I.1. Retours d'expérience sur la méthodologie

I.1.1. Analyse des données et sélection du modèle scientifique approprié

La disponibilité des données est une difficulté courante dans les pays de la Méditerranée. Très souvent, les ressources dédiées au recueil régulier et continu des données sont insuffisantes. En outre, les données sont généralement considérées comme une source de pouvoir par ceux qui les détiennent, et qui sont donc réticents à les partager. Le manque de coordination entre les différents producteurs de données ne facilite pas non plus l'accès à ces données. Dans d'autres cas, l'incohérence entre les méthodes de collecte de données et les exigences de qualité constitue un obstacle pour l'analyse et l'utilisation de ces données. Par exemple, il n'est pas suffisant d'avoir des données SIG sans leurs métadonnées.

Dans le cas de l'archipel de Kerkennah, le projet a rencontré tous ces problèmes de données. Une grande partie des efforts techniques ont été redirigés pour collecter, standardiser, trier et centraliser les données et les documents disponibles, générer de nouvelles données (images aériennes et satellite, conversion de formats, etc.) et pour les mettre en ligne, à la disposition du grand public. Il est évident que cet effort a contribué à développer les compétences des partenaires nationaux, par le biais de l'apprentissage par la pratique. Cependant, il a perturbé le calendrier et le budget du projet. Il est utile d'évaluer correctement la disponibilité et la qualité des données pendant une période raisonnable compte tenu de la durée globale du projet, puis de décider en conséquence de la méthodologie ou du modèle scientifique approprié(e) à utiliser (voir également 1.2.3).

I.1.2. Complémentarité entre les connaissances scientifiques et locales

Chaque contexte et ses spécificités et réalités locales exigeront inévitablement des ajustements de l'approche Climagine. L'association de l'expertise technique et scientifique à l'expertise locale mobilisée via une approche participative offre une certaine flexibilité à cet égard. S'il existe des lacunes dans l'un des deux ensembles d'expertise, elles sont compensées dans une certaine mesure par l'autre.

I.1.3. Mobilisation d'une équipe d'experts

L'approche Climagine associe le travail analytique à un processus participatif. Alors que les deux ont des objectifs distincts et sont dirigés par des experts différents, ils sont inextricablement liés et s'alimentent mutuellement en permanence. Le travail analytique est dirigé par l'expertise internationale et nationale et a pour objectif de fournir une base de connaissances scientifiques saine pour la formulation des recommandations politiques (ou du plan d'aménagement du littoral). Le processus participatif est facilité par un modérateur local (qui peut être assisté par un autre modérateur non local) dans le but de recueillir les connaissances locales et d'impliquer les parties prenantes pertinentes. Les deux sources de connaissances sont complémentaires, et leur association est essentielle pour établir une compréhension complète des composantes sociales, économiques et environnementales du système côtier et des interactions complexes entre ces différentes composantes.

Dans le cas de l'archipel de Kerkennah, le recueil et la génération de données a représenté la majorité des efforts techniques, comme indiqué précédemment. Les intrants du travail analytique étaient principalement des analyses de données géographiques et visaient à appuyer

l'évaluation participative des services rendus par les écosystèmes, des menaces pesant sur eux et des solutions afférentes. Un travail analytique supplémentaire était nécessaire pour définir les indicateurs de durabilité pour les écosystèmes identifiés. Il était inconcevable de ne compter que sur les connaissances locales et les ateliers de consultation pour définir ces indicateurs. Le travail analytique est toujours entrepris en préparation des consultations avec les parties prenantes locales. Malheureusement, cela n'a pas été le cas de l'archipel de Kerkennah en raison des contraintes du projet (expertise scientifique disponible limitée au sein de l'équipe, budget limité pour mobiliser une expertise et un calendrier supplémentaires). Il est donc crucial de prévoir une expertise technique dans la conception initiale du projet, qui appuiera le processus Climagine et qui en tirera également parti.

1.2. Retours d'expérience opérationnels

1.2.1. Équilibrer les processus de consultation multi-niveau, nationaux et locaux

La méthode Climagine poursuit un double objectif : mettre, d'une part, les connaissances locales à disposition et, d'autre part, garantir l'implication des parties prenantes, non seulement pendant le processus de consultation, mais aussi pendant la mise en œuvre des recommandations politiques (ou du plan d'aménagement du littoral). Dans le contexte de systèmes décisionnels centralisés (courants dans les pays méditerranéens), lorsque le processus de planification n'est pas un objectif national et se déroule dans une zone littorale spécifique, ces deux objectifs sont, à première vue, atteints en empruntant différentes voies. D'un côté, il est essentiel d'impliquer pleinement les institutions nationales en charge de la mise en œuvre, à un niveau élevé, du processus de planification, en particulier en ce qui concerne la mobilisation de fonds. De l'autre, les parties prenantes locales possèdent des connaissances locales et leur implication active et positive pendant la mise en œuvre est également essentielle pour assurer la durabilité des actions.

Il est donc nécessaire d'accorder une attention particulière aux lieux des ateliers de consultation (dans la capitale ou dans les zones côtières ciblées) lors de la conception de l'approche participative et du rassemblement des parties prenantes nationales et locales. En effet, le lieu des ateliers a une influence sur le niveau de participation des parties prenantes en termes de représentativité (proximité de leur lieu de travail), ainsi que sur la nature de leur contribution au processus. Ce dernier point est particulièrement vrai pour les parties prenantes locales, qui se sentent généralement moins intimidées lorsque l'atelier se déroule dans leur secteur. Dans le cas de l'archipel de Kerkennah, nous avons testé l'alternance des ateliers. Le premier atelier de consultation a eu lieu dans la capitale, Tunis alors que le deuxième atelier a lui été organisé sur l'archipel de Kerkennah. Le troisième atelier avait d'abord été organisé à Tunis et, le jour suivant, à Kerkennah, avec presque le même agenda.

Cette méthode des ateliers alternés a donné lieu à des résultats mitigés concernant l'implication des parties prenantes locales et le partage de connaissances locales. En effet, à l'occasion du premier atelier, différents outils (cartes imprimées, dessins, etc.) et approches (description du statut historique de la région et souvenirs émotionnels, etc.) ont contribué à établir la confiance des parties prenantes locales et ont stimulé le partage de leurs connaissances locales. Cependant, la représentativité limitée des participants locaux par rapport aux participants nationaux a généré une mauvaise compréhension des réalités locales et un sentiment d'exclusion chez les acteurs locaux. Le deuxième atelier a corrigé cette

situation dans une certaine mesure (voir point 1.2.3.) et a offert une plateforme appropriée pour que les parties prenantes locales puissent commenter/corriger/enrichir les conclusions des analyses. Néanmoins, le processus aurait pu être plus fluide si le premier atelier avait été organisé à la fois au niveau national et au niveau local. Enfin, la division du troisième atelier en deux parties (une pour les acteurs nationaux et l'autre pour les acteurs locaux) a permis d'obtenir une base adéquate pour discuter des recommandations politiques, d'après les deux points de vue (nationaux et locaux), sans générer de conflits liés aux relations de pouvoir. À l'avenir, il conviendra de prêter attention au séquençage des ateliers et à leur ordre (atelier national puis local, ou l'inverse).

1.2.2. Nombre d'ateliers

À Kerkennah, le processus Climagine est, d'une certaine manière, inachevé. Idéalement, un dernier atelier aurait dû être organisé avec la participation des acteurs locaux et nationaux pour décider des mesures concrètes à appliquer et désigner les responsables, afin de faciliter la mise en œuvre et l'intégration généralisées des recommandations politiques dans les politiques de développement nationales et sectorielles. Cet atelier aurait également dû aborder les initiatives/projets en cours et établir un lien avec ceux-ci afin de favoriser la mise en œuvre des recommandations politiques. Par exemple, pendant le troisième atelier, l'initiative [SwitchMed](#) qui vise à renforcer les innovations sociales et écologiques par le biais des entrepreneurs dans la Méditerranée a été présentée pour explorer des opportunités qui peuvent être établies avec les partenaires locaux dans le cadre de cette initiative.

1.2.3. Établir un groupe central/une équipe de travail pour améliorer les interactions tout au long du processus

La méthodologie scientifique a été ajustée pendant le processus pour surmonter les problèmes de données (voir point 1.1.1.). Les discussions sur l'ajustement de la méthodologie ont impliqué l'équipe de projet et le point focal de l'APAL. En parallèle de ces discussions, le point de contact de l'APAL a interagi avec les parties prenantes nationales et locales, principalement pour le recueil de données. L'absence de mécanisme structuré pour une prise de décision consensuelle sur la sélection de la nouvelle méthodologie a engendré des difficultés pour impliquer les parties prenantes dans cette méthodologie à des stades ultérieurs. Afin d'éviter ces difficultés, il est recommandé d'établir, dès le début, un groupe central/une équipe de travail composé(e) de représentants nationaux et locaux. Ce groupe central aidera à accélérer le recueil de données et conseillera sur des ajustements techniques du processus qui pourraient s'avérer nécessaires. Ce groupe central peut coïncider ou non avec le comité de pilotage du processus de planification.

2. Recommandations pour la future mise en œuvre de Climagine

Le cas de l'archipel de Kerkennah présentait des différences fondamentales avec les processus de planification littorale. En effet, il s'est concentré sur l'actualisation d'un plan d'aménagement du littoral déjà existant. Les étapes inhérentes du processus étaient donc différentes des étapes à suivre dans le processus de planification et des étapes recommandées par le [Cadre méthodologique intégratif](#) (CMI). Il existe cependant des points communs dans les principes clés qui guident le processus (c.-à-d. impliquer les parties prenantes, incorporer les connaissances scientifiques et locales, etc.). La section ci-dessous tente d'évaluer ces points communs et de formuler des recommandations utiles pour les processus de planification de l'aménagement du littoral.

1.1. Recommandations méthodologiques

1.1.1. Inclure une section spécifique concernant les indicateurs de durabilité dans les enquêtes de terrain

Les processus de planification incluent généralement des enquêtes de terrain pour étayer leurs analyses socio-économiques. Une section spécifique peut être ajoutée dans les enquêtes pour identifier préalablement les indicateurs jugés par la population comme étant des indicateurs de développement durable dans leur secteur, et pour recueillir des appréciations spontanées sur la valeur de ces indicateurs. Ces indicateurs devraient être plus qualitatifs que quantitatifs, et leur appréciation approximative. Cependant, ils apporteront des informations utiles aux experts, d'abord pour développer les objectifs pour la zone, et ensuite pour définir les Indicateurs de durabilité. L'enquête peut même questionner la population sur les Bandes d'équilibre qui sont associées aux Indicateurs de durabilité. Par exemple, dans le cas de l'érosion du littoral, la Bande d'équilibre peut être définie par la population comme l'immersion d'un repère spécifique dans l'eau pour le seuil minimum, et la largeur de la plage par rapport à un autre repère, pour le seuil maximum.

1.1.2. Combiner les évaluations techniques/de vulnérabilité avec le développement d'indicateurs

Les évaluations techniques menées via des processus participatifs sont aussi des étapes appropriées qui peuvent contribuer à la pré-identification d'Indicateurs de durabilité par les populations et parties prenantes. Par exemple, une évaluation participative de la vulnérabilité socio-économique face au changement climatique a été menée en vue de l'élaboration du Plan de développement dans le bassin de Douimis en Tunisie (voir Encadré 1). Le bétail a été reconnu comme étant le capital naturel le plus vulnérable face au changement climatique dans le bassin. L'amélioration des pâturages et des points d'abreuvement a été suggérée parmi les solutions d'adaptation. Ces informations peuvent être traduites en Indicateurs de durabilité : par exemple, la surface de pâturage par unité de bétail ou les distances entre les points d'abreuvement. Il est conseillé de discuter des valeurs de la Bande d'équilibre avec les parties prenantes pendant les ateliers d'évaluation. Ces valeurs doivent être confrontées aux connaissances scientifiques, puis débattues et validées pendant l'atelier Climagine 3 dédié au développement du diagramme Amibe.

1.1.3. Cartographier les mécanismes de financement existants en commençant par la phase I de Climagine et renforcer les liens

Bien que le plan GIZC de l'archipel de Kerkennah ait été développé à travers une vaste approche participative, et bien qu'il comportât des actions prioritaires pour établir les mécanismes de gouvernance requis, cinq ans plus tard, rien n'a été fait pour sa mise en œuvre. Malheureusement, ceci n'est pas une exception au sein des pays méditerranéens. Très souvent, les plans d'aménagement du littoral restent sur l'étagère. Plusieurs explications à cela peuvent être avancées. Néanmoins, celle qui semble la plus substantielle à nos yeux est que les actions du plan d'aménagement du littoral ne sont pas assez incorporées dans les mécanismes d'investissement disponibles. Habituellement, le processus pour les plans de développement du littoral analyse les dimensions sociales, économiques et environnementales en lien avec les priorités sectorielles de manière intégrée. Il définit ensuite un ensemble d'actions à mettre en œuvre dans chaque secteur développe enfin un portefeuille d'investissement. La rupture se produit lors de la mobilisation des fonds.

Il existe trois sources de fonds pour la mise en œuvre des plans d'aménagement du littoral : fonds nationaux, aides internationales ou secteur privé. En ce qui concerne les fonds nationaux et les aides internationales, ce n'est que lorsque le plan d'aménagement du littoral est incorporé dans les mécanismes nationaux existants pour la mobilisation des fonds que le portefeuille d'investissement est réalisé. Dans le cas de la Tunisie, par exemple, un Plan de développement national est préparé par le Ministère de la planification et adopté par le parlement pour une période de 5 ans. Il comporte des investissements prioritaires sectoriels et régionaux. Tous les fonds nationaux sont connectés à ce Plan de développement quinquennal. En outre, ce dernier est le document de référence pour les négociations avec les

Le processus d'élaboration du Plan de développement résilient de Douimis Bizerte, Nord tunisien

Un processus en six étapes a été entrepris pour élaborer le plan de développement résilient dans le bassin de Douimis, un bassin versant en amont du site Ramsar du lac Ichkeul :

- **Étape 1** : Information, mobilisation de la population et des parties prenantes sur le projet et sa composante climatique ;
- **Étape 2** : Diagnostic et inventaire de la zone et ses perspectives pour le développement résilient (état des ressources naturelles, enquêtes pour déterminer le statut socio-économique de la population et ses perceptions du changement climatique, évaluation participative de la vulnérabilité socio-économique face au changement climatique) ;
- **Étape 3** : Établissement de l'objectif et des scénarios de développement par le biais d'un processus de consultation multi-niveau et multi-acteur.
- **Étape 4** : Élaboration du plan de développement résilient (intégration de résultats analytiques et scientifiques avec des discussions dans des groupes de planification thématiques et intersectoriels) ;
- **Étape 5** : Examen complet de la faisabilité des actions du plan, affinage du plan et instauration des conditions requises pour sa mise en œuvre (adoption par le Conseil de développement régional du Gouvernorat de Bizerte, inclusion dans le Plan de développement national de 2016-2020, signature de protocoles d'entente entre les partenaires, etc.) ;
- **Étape 6** : plaidoyer pour la collecte de fonds (cartographie des fonds pour le climat, organisation d'une conférence nationale à Bizerte, avec l'appui du Gouvernorat de Bizerte, du Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, et du Ministère des Affaires locales et de l'Environnement, en partenariat avec GWP-Med).

Un documentaire du processus est disponible [ici](#).

donateurs internationaux. Il est donc primordial que les actions du plan d'aménagement du littoral soient incluses dans le plan de développement quinquennal (voir exemple dans l'Encadré 1). Si le développement du plan d'aménagement du littoral coïncide avec l'élaboration des Plans de développement nationaux, des ponts peuvent être établis entre les deux processus. Si ce n'est pas le cas, des liens doivent être envisagés en vue de la préparation du prochain Plan de développement quinquennal. Pour la mobilisation de fonds issus du secteur privé, les activités de plaidoyer et de promotion du plan d'aménagement du littoral auprès des parties prenantes privées, avec une implication active de ces dernières dans le processus, sont essentielles. Une table ronde finale présentant le plan d'aménagement du littoral adopté et envoyant des messages forts au secteur privé concernant l'engagement des autorités nationales et locales envers le plan peut être d'une grande aide (voir également l'implication du secteur privé ci-dessous).

I.2. Recommandations opérationnelles

I.2.1. Collecter des échantillons de données après l'atelier de lancement

La disponibilité des données est un problème récurrent. Comme cela a été abordé ci-dessus, il est recommandé de constituer une équipe de travail qui interagira avec les experts en lien avec les exigences en matière de données, et en lien avec la sélection et la validation des méthodologies analytiques. Pour accélérer la vérification de la qualité des données, il est également recommandé d'envoyer un sondage aux participants de l'atelier de lancement, leur demandant non seulement d'informer le groupe sur les données disponibles mais aussi de partager des échantillons de ces données.

I.2.2. Implication du secteur privé

Le secteur privé est très vaste et varié. L'OCDE définit le secteur privé comme l'ensemble des organisations qui exercent des activités à but lucratif et qui sont détenues en majorité par des entités privées (non détenues ou exploitées par un gouvernement). Ce terme inclut les institutions financières et les intermédiaires, les sociétés multinationales, les micro-entreprises, les petites et moyennes entreprises, les coopératives, les entrepreneurs individuels et les agriculteurs qui opèrent dans le secteur formels et informels. En raison de cette diversité, des approches sur mesure doivent être adoptées, en fonction des résultats recherchés et des capacités des différents partenaires du secteur privé. Dans tous les cas, il est important d'impliquer le secteur privé, par le biais de ces organismes représentants, dans le processus de consultation dès les premières phases (associations d'entreprises, syndicats agricoles, etc.). Leur participation contribuera à modéliser les actions du plan d'aménagement du littoral pour en faire des actions finançables par le privé, lorsque c'est possible. Les parties prenantes privées ciblées doivent aussi être impliquées sur des sujets spécifiques. Par exemple, les compagnies d'assurance pour la gestion des risques liés au changement climatique, unités de régulation des partenariats public-privé pour de grands projets d'infrastructure, agences de donateurs pour les fonds mixtes, etc. Il est par conséquent essentiel de maintenir les efforts de cartographie des parties prenantes tout au long du processus et en fonction des problématiques/défis survenant pendant les consultations. Comme suggéré précédemment, il est en outre recommandé d'ajouter un atelier de consultation final dans Climagine pour partager largement le plan d'aménagement du littoral et présenter les opportunités d'investissement en impliquant le secteur privé.

I.2.3. Consultations inclusives

L'objectif est d'impliquer et de garantir la participation inclusive des femmes et des hommes afin de tenir compte à la fois des besoins des femmes et des hommes à tous les stades de la planification littorale, et de garantir que les interventions proposées dans le plan d'aménagement du littoral reflètent ces besoins en bénéficiant de manière égale aux deux groupes. Il est donc primordial de répondre aux questions suivantes à partir de la cartographie des parties prenantes :

- Quels sont les obstacles à la participation des femmes aux ateliers de consultation (interdits culturels, opportunités limitées causées par de faibles niveaux d'éducation, la pauvreté et/ou un mauvais état de santé, manque de confiance en soi pour parler en public, horaire/durée inadéquat(e) des ateliers de consultation, manque d'infrastructure pour la garde d'enfants, etc.) ?
- Quels ajustements doivent être faits dans le processus de consultation pour surmonter, dans la mesure du possible, ces obstacles (horaires mieux aménagés, sélection de lieux sûrs et culturellement acceptables, transport sûr, inclusion de discussions au sein de groupes unisexes, organisation de séances plénières alternatives pour des questions spécifiques, recherche des opinions des femmes, utilisation du jeu, du dessin, etc.) ?
- Existe-t-il des experts sur les questions de genre, des organisations de femmes et d'autres organisations qui ont une expertise en matière de planification et liée au genre, et qui devraient être impliqués dans le processus de consultation ?
- Les ministères sectoriels ont-ils des points de contact liés aux questions de genre et qui devraient être impliqués dans le processus ?

Le développement d'un plan d'aménagement du littoral sensible à la dimension de genre exige que la différence entre les besoins des femmes et des hommes, les niveaux d'accès et le contrôle des ressources, les opportunités et les contraintes ne soient pas négligés par inadvertance ou ignorés. Il est important de veiller :

- à établir des priorités qui sont pertinentes pour les femmes pendant la consultation, à les inclure dans l'agenda et à leur donner une importance égale concernant d'autres questions ;
- à ce que les femmes et les hommes bénéficient de manière égale du plan d'aménagement du littoral suggéré ;
- à ce que les Indicateurs de durabilité et les données soit désagrégés selon le genre, dès que c'est pertinent ;
- à ce que les femmes et les hommes soient impliqués de manière égale dans le processus de suivi et d'évaluation des indicateurs.

I.2.4. Préparation des ateliers en ligne

Il est possible que les restrictions liées au Covid-19 continuent d'imposer des consultations en ligne pour le développement des plans d'aménagement du littoral de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et dans les bouches de Kotor dans le contexte du MedProgramme du

FEM. Plusieurs techniques peuvent être utilisées pendant les séances pour faciliter les interactions entre les parties prenantes. En parallèle, les interactions préparatoires avec les parties prenantes avant les ateliers en ligne sont essentielles. En effet, ces dernières sont submergées d'invitations à différents événements en ligne et leur intérêt doit être capté et maintenu tout au long du processus. À cet effet, les outils suivants peuvent être utilisés : partage à l'avance de brèves notes résumant les points qui seront débattus pendant l'événement, envoi de questionnaires suivis d'un résumé des résultats des questionnaires, création d'une plateforme web/d'un forum pour la discussion au-delà des ateliers en ligne, etc.

Conclusion

En dépit du contexte spécifique de l'archipel de Kerkennah qui a donné lieu à un ajustement substantiel de l'approche Climagine, en particulier le non-développement des Indicateurs de durabilité et du diagramme Amibe, Climagine a fourni un cadre très utile pour structurer le processus de consultation. Trois facteurs prioritaires sur lesquels la durabilité et le développement de l'archipel de Kerkennah dépendent ont été identifiés : la dégradation des ressources marines, l'érosion du littoral et la salinisation des sols. Les points de blocage en matière de gouvernance ont été mis en lumière. Il s'agit en particulier de la non-conformité avec la législation en vigueur et de l'absence de surveillance régulière des eaux côtières. En outre, l'archipel de Kerkennah peut se prévaloir d'écosystèmes remarquables (palmeraies, zones humides, herbiers marins, prairies). Les consultations ont donné lieu à huit recommandations stratégiques visant à atténuer les pressions susmentionnées à travers la restauration et/ou la préservation des écosystèmes, l'amélioration des infrastructures existantes, l'amélioration de la gouvernance et la responsabilisation des parties prenantes locales (sensibilisation, développement de compétences, etc.). À un autre niveau, un Système d'information géographique (SIG) et une [plateforme web](#) ont été développés pour consulter et accéder facilement aux informations disponibles.

L'expérience a montré que, pour que les processus de planification littorale profitent pleinement de l'approche Climagine, il est primordial d'anticiper l'expertise locale qui alimentera les consultations avec les parties prenantes locales. En parallèle, cette expertise technique devrait être puisée dans les processus de planification littorale. La mise en œuvre conjointe et synchronisée des étapes respectives du Cadre méthodologique intégratif et de Climagine permet non seulement la mutualisation des ressources mais aussi l'amplification du plaidoyer à différents niveaux (local et national), et donc une meilleure appropriation et une meilleure implication des parties prenantes envers la mise en œuvre du plan d'aménagement du littoral. D'où l'avantage de relier le CMI avec Climagine et du développement d'un guide combiné pour leur mise en œuvre associée.

Bibliographie

Plan Bleu. (2019). Climagine – Co-building the coast of the future. Plan Bleu Notes, N° 37, 2019.

Touzi S. and Ben Zakour M. (2015). Rapport de synthèse sur l'approche Climagine.

UNEP/MAP-PAP/RAC, GWP-Med and UNESCO-IHP. (2015). An Integrative Methodological Framework (IMF) for coastal, river basin and aquifer management. M. Scoullous (ed.). Strategic Partnership for the Mediterranean Sea Large Marine Ecosystems (MedPartnership). Split, Croatia.